

## LE BILLET DU HURON

2012 : double peine ?

Sans tomber dans la politique-fiction, il n'est pas invraisemblable d'envisager un quarteron de candidats à la présidentielle de 2012 : deux au centre du jeu politique, avec le président sortant et un challenger de gauche, issu d'une primaire de « ratification », deux sur les franges extrêmes. Au second tour, la compétition devrait se réduire au classique duel gauche-droite. Mais rien ne permet d'exclure, à ce jour, un scénario de type 2002, avec un duel extrême-droite/droite, voire extrême-droite/gauche.

Dans ce dernier cas, celui de l'élection d'un candidat de gauche sur les décombres d'une droite parlementaire, privée de candidat au second tour, la vraie question est celle de la survie de l'opposition parlementaire et surtout de sa structure. Il faut rappeler, à cet égard, la réponse de cette droite à l'élection de François Mitterrand, le 10 mai 1981, avant les législatives qui suivent la dissolution de la Chambre, élue en 1978. Alors que la campagne avait été fratricide, à droite, en raison de la primaire Giscard-Chirac, le cartel électoral constitué de Jacques Chirac, Jean Lecanuet et Giscard surgissait dès le lendemain du second tour. L'unité se faisait plus vite que la division, mais l'extrême-droite était inexistante. Elle montera au firmament politique avec les municipales de 1983 et l'affaire de Dreux en sera l'expression achevée.

En 2012 comme en 1981, la dissolution sera immédiate, sauf à observer l'état des forces d'opposition. La première victime de l'élection d'un candidat de gauche à la présidentielle, devrait être l'UMP, fédération de partis de droite et du centre, qui ne devrait pas résister à l'échec de son candidat. Les centristes, habitués voyageurs sans bagages de la politique française, à la mode Montalembert du XIX<sup>ème</sup> siècle, devraient en tirer les leçons les premiers et de cette diaspora, se détacheront aussitôt les éléments les plus progressistes, attirés par l'élection d'un président de gauche. Que restera-t-il des gaullistes et néo-gaullistes, déjà affaiblis par la dissidence Villepin, plus d'un demi siècle après la création de la V<sup>ème</sup> République par son fondateur historique ? Qui pourra émerger sur les décombres de la défaite, comme le chef reconnu d'une formation qui a toujours hissé sur le pavois celui qui trace la voie parce que l'Histoire l'a investi ? La question reste sans réponse, alors que le calendrier se déroulera imperturbable, après la présidentielle. Quant à la droite libérale elle observera sans déplaisir excessif la descente aux enfers de son vieil adversaire-partenaire gaulliste.

On mesure que dans cet univers de prostration des droites, le seul parti qui s'impose avec la pureté de cristal, celle que lui vaut une opposition sans faille, sans participation ni soutien aux majorités antérieures, c'est l'extrême-droite. Ce parti, solidement structuré, fort d'un discours-programme sans concession, deviendra l'âme du combat au sein d'une droite tentée de le dédouaner de ses excès, tâche facilitée par l'avènement d'un nouveau chef, fût-il décliné au féminin, ancré dans ses convictions, mais prudent dans l'énoncé.

C'est l'effet « double peine » de l'élection, en 2012, d'un candidat de gauche. La droite parlementaire perdrait d'abord l'Elysée et, dans la foulée, sa majorité. Mais, en prime, comme si cette défaite ne suffisait pas, elle n'aurait d'autre issue que de se constituer en opposition crédible, autour de l'extrême-droite, civilisée par le départ de son fondateur, transfigurée par 30 ans d'opposition résolue, sur une thématique que ses cheveu-légers ne manqueraient pas de présenter comme vérifiée par l'Histoire.

L'élection d'un candidat de gauche à la présidentielle de 2012 et la double peine qui pourrait en résulter pour la droite parlementaire, vaut, à son tour, double conclusion pour l'Histoire qui s'écrit au gré des vicissitudes du combat politique. Si ce scénario de politique-fiction devient réalité dans 20 mois, alors le triomphe posthume de Mitterrand sera total. La division des droites qui aura été son grand tour de force, aura atteint son apogée en envoyant à l'Elysée, l'un de ses héritiers, manière d'en assumer la pérennité. Mais il y aura mieux dans ce scénario de l'impossible. C'est l'inéluctable réunification des droites si elles veulent résister à la tourmente et revenir à un statut d'alternative crédible. Ainsi, les droites pourraient-elles trouver dans l'échec de 2012 le chemin de l'unité après deux divorces fratricides : en 1960, c'est l'éclatement de la constellation des Indépendants-Paysans (CNIP) qui voient partir les Républicains-Indépendants de Giscard, soutiens de la politique algérienne du Général. Vingt ans plus tard, c'est l'irruption, par la grâce de Mitterrand, de l'extrême-droite, héritière des Indépendants-paysans anti-gaullistes. Les droites retrouveraient, en 2012, leur cours tranquille, celui de la IV<sup>ème</sup> République qui n'a jamais été perturbée que par cette troisième composante des droites, le bonapartisme, inspireur du gaullisme repeint aux couleurs du radicalisme par Chirac.